

révoltes

18 novembre 2008

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne » (Karl Liebknecht)

POUR UNE ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

Site : revoltes-presse.fr

De la maternelle à l'Université, le gouvernement poursuit son offensive contre l'enseignement public. Étudiants, lycéens, enseignants, parents d'élèves... : tous sont concernés.

À BAS LE PLAN CAMPUS ET LA LRU !

À BAS LA RÉFORME DES CONCOURS DE RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS!

Contre les suppressions de postes et contre le budget ! Rétablissement des RASED !

RETRAIT DU PROJET DE RÉFORME DES LYCÉES !

Sarkozy a fait voter un plan de soutien aux banquiers d'un montant de 360 milliards. Et la crise sera payée par les salariés et la jeunesse. Ainsi, 160 000 postes de fonctionnaires doivent être supprimés en quatre ans, dont près de 80 000 enseignants. Et Sarkozy veut accélérer « *le rythme des réformes* ». À l'université, la réforme des masters en est un exemple ; elle est corrélative aux réformes des lycées et du Premier degré.

Une entreprise de dislocation de l'université

À l'université, la mise en œuvre de la LRU, rejetée par les étudiants, se poursuit : première série d'universités déclarées autonomes, plan Campus, suppression de 900 postes dans le Supérieur et la Recherche. Les crédits annoncés par Péresse ne concernent que certaines facs qu'elle veut convertir en « pôles d'excellence » à l'américaine. Et le financement des universités selon les critères de réussite accroît les inégalités et conduit à la recherche de financements privés favorisant les diplômes « professionnalisant » (licence pro...). La conséquence, c'est la dégradation des conditions d'études, et du niveau de l'enseignement dans nombre d'université. Cela n'a rien à voir avec la sauvegarde d'un Enseignement public, gratuit, pour tous !

À cela s'ajoute la destruction du statut des enseignants-chercheurs : le gouvernement vient de publier un projet de décret leur imposant un service modulable et les soumet à un contrôle de productivité..

À bas la « masterisation » des concours de recrutement des enseignants !

Péresse annonce la sélection dès l'entrée en master (On se souvient qu'elle avait fait semblant de renoncer à ce projet en 2007 : la direction de l'Unef avait alors fait croire à une « victoire » pour casser la mobilisation).

De plus, la préparation des concours de recrutement des enseignants (primaire et secondaire), ainsi que les épreuves, seront dorénavant intégrées dans un diplôme universitaire, un master spécifique. Cette réforme devrait entrer en vigueur dès la rentrée 2009. Désormais, un étudiant devra financer cinq années d'études (contre 3 aujourd'hui pour le CAPES) avant d'avoir le droit de passer ces concours.

En M2, l'étudiant devra passer l'écrit du concours (réduit à très peu d'épreuves) en fin du premier semestre ; puis l'oral après le stage effectué au second semestre. Et le poids de l'oral devient essentiel : une nouvelle épreuve, « l'épreuve d'entretien avec le jury » sera instaurée ; celle-ci ressemblera à un véritable entretien d'embauche. Le jury comprendra des représentants de l'administration et de la « société civile », c'est-à-dire des patrons. S'il réussit, l'étudiant ira immédiatement enseigner, à temps plein, accompagné d'un vague « compagnonnage » : cela permettra au gouvernement d'économiser 15 000 postes. S'il échoue, l'étudiant pourra, avec ce nouveau master, être recruté en contrat précaire directement par les chefs d'établissement !

Ces mesures vont accentuer la concurrence entre les différents types de masters, de même que la concurrence entre les universités. Elles poursuivent la destruction de la valeur nationale des diplômes et des concours, et préparent la destruction des statuts des enseignants. La « masterisation » des concours d'enseignement est inséparable de la réforme des lycées.

Retrait de la réforme des lycées ! Non au bac « à la carte » !

La réforme des lycées qui doit entrer en vigueur en septembre 2009 réduira les horaires des lycéens, supprimera les options et certaines disciplines ... La disparition des filières, la mise en place de modules semestriels déboucheront sur un « bac à la carte », plus ou moins en contrôle continu : le bac ne sera plus un véritable diplôme national permettant de s'inscrire dans l'université et la discipline de son choix. Et la suppression massive de postes d'enseignements conduira à multiplier les classes surchargées.

Retrait de la réforme des écoles maternelles et primaires !

À l'école primaire, Darcos a programmé la disparition des enseignants spécialisés pour les élèves en difficulté (les RASED). Il a imposé la diminution des heures de classe et de nouveaux programmes en primaire axés sur le bachotage et la morale patriotique (conduisant à la disparition de la pédagogie active, du développement de l'esprit critique). Aujourd'hui il s'attaque aux maternelles : pour les enfants de deux à trois ans, il veut remplacer la maternelle par des « jardins d'éveil » payants installés dans les locaux scolaires, encadrés par des aides maternelles « et non par des enseignants ».

Comment briser cette offensive ?

Depuis le printemps, la plupart des dirigeants syndicaux (d'enseignants, d'étudiants de lycéens) ont discuté de ces « réformes ». Cette concertation a paralysé des mois durant toute réaction. Néanmoins, la mobilisation du 19 octobre a montré que les enseignants et les parents veulent combattre la politique du gouvernement. Mais les organisations syndicales demandent « un moratoire » pour « renégocier ». Elles demandent à Sarkozy « d'autres choix », « un autre calendrier », un « véritable dialogue » pour de « bonnes » réformes.

Mais avec Sarkozy, il n'y a pas de « bonne réforme » possible. L'expérience de la LRU l'a montré : la « négociation » ne sert qu'à faire passer les réformes

Assez de négociation des réformes de Sarkozy!

La responsabilité des organisations de la jeunesse (en premier lieu de l'Unef...), c'est formuler des revendications claires ; de contribuer à l'unité de toutes les organisations de l'Université et de l'enseignement public (et, au-delà, du mouvement ouvrier) sur ces revendications, en particulier :

- **Retrait total de la réforme des concours ! À bas le plan Campus et la LRU !**
- **Retrait total de la réforme des lycées (complémentaire à la LRU).**
- **Retrait du projet de décret réformant le statut des enseignants chercheurs.**
- **Maintien des RASED, rétablissement de tous les postes supprimés !**

C'est sur de tels mots d'ordre clairs qu'une véritable mobilisation peut être engagée. Car chacun le sait bien : on ne pourra vaincre ce gouvernement sans décider et organiser la grève générale de l'Enseignement public, de la maternelle à l'université.

*

*

*

